



AU REVOIR LA GRÈCE

a politique n'est décidément pas une science exacte.

Moyennant quelques signes de bonne volonté, les Grecs auraient pu continuer à faire payer leurs retraites par le contribuable européen pendant encore quelques années. Mais ils ont préféré faire un grand bras d'honneur à leurs bienfaiteurs.

« *Tous les ingrats accablent de reproches ceux qu'ils ont trahis, c'est dans leur nature* », écrivait Mirabeau.

Dès lors, les autres pays de la zone euro auraient tort de continuer à tergiverser.

Désormais, les choses sont claires : non seulement les Grecs refusent de rompre avec leurs vieux démons (clientélisme, corruption, gaspillage de l'argent public...) mais, ce qui est nouveau, ils l'assument désormais crânement, après avoir maquillé leurs comptes publics pendant des années pour faire croire à leur bonne volonté. Au « non » grec doit maintenant répondre un « non » européen dépourvu d'ambiguïté. Comme le dit Valéry Giscard d'Estaing avec son urbanité coutumière, le mieux est de « *mettre la Grèce en congé de l'euro* » plutôt que d'échafauder indéfiniment des plans de la dernière chance, comme des alcooliques jurant qu'ils boivent leur dernier verre.

Dans ce dossier, l'entêtement français à refuser toute perspective de « Grexit » surprend. La Grèce nous a déjà coûté 40 milliards dont nous ne sommes pas près de revoir la couleur ; combien faudra-t-il encore déboursier avant de se résoudre à la mettre en congé ? Et l'argument selon lequel nous ne pourrions pas prendre la responsabilité de

déconstruire l'Europe n'est pas recevable : il n'a jamais été question d'exclure la Grèce de la construction européenne mais simplement de la faire sortir de la zone euro, où, de l'avis général, elle n'aurait jamais dû entrer.

Symboliquement, un démembrement de l'euro marquerait évidemment un coup d'arrêt au mouvement d'intégration européenne engagé depuis des décennies sans se préoccuper de la volonté des peuples. Et l'on voit bien à quel point, en France, cette perspective gêne une grande partie de la gauche qui a toujours soutenu, au nom d'un prétendu sens (unique) de l'histoire, que la perte de souveraineté des nations était irréversible et le fédéralisme européen, un horizon indépassable, même quand les citoyens décident du contraire dans les urnes.

Mais, derrière la mansuétude française, il pourrait bien y avoir aussi la volonté de maintenir en l'état un système qui nous arrange bien. Une martingale qui permet à François Hollande d'échapper à toute politique d'austérité (surtout à moins de deux ans de l'échéance présidentielle) en continuant à nous endetter à des taux incroyablement bas. Cette fuite en avant n'est possible que parce que l'Allemagne accepte bon gré mal gré d'être notre caution. Si la Grèce sort de l'euro, gare à l'effet domino : la France serait obligée de rendre des comptes. Un sondage publié cette semaine dans *Le Figaro* révèle que les Français font davantage confiance à Angela Merkel qu'à François Hollande pour résoudre la crise grecque, tant ils semblent convaincus que le goût incoercible du chef de l'Etat pour le compromis à tout prix n'est pas à la hauteur des turbulences dans lesquelles nous sommes entrés.

AU "NON" GREC DOIT RÉPONDRE UN "NON" EUROPÉEN SANS AMBIGUÏTÉ

GROQUETTE@LEFIGARO.FR